Sur la piste des mafias du crime écologique

Le Monde - 24/01/15



Ce fut une longue traque, au fil d'enquêtes menées dans plusieurs pays : Madagascar, Etats-Unis, Vietnam, Malaisie, Inde, Belgique, Ukraine, Chine, Indonésie, France... Le Monde publie, samedi 24 janvier, le premier volet d'une série de cinq reportages qui racontent une nouvelle forme de délinquance désormais prisée par les réseaux mafieux : la criminalité environnementale.

Ce <u>projet</u> éditorial bimédia, lancé voilà deux ans avec le soutien du European Journalism <u>Centre</u>, porte le nom d'« écocide » car tous ces trafics illicites conduisent à la destruction massive de la faune comme de la flore. Un crime contre la nature. Originalité de la démarche, les journalistes du *Monde* ont travaillé en étroite collaboration avec une équipe de juristes internationaux – chercheurs, juges, avocats – pilotée par Laurent Neyret, professeur de droit à l'université de Versailles, qui a théorisé le concept d'écocide.

« Nous souhaitons <u>construire</u> un droit pénal efficace contre la criminalité environnementale qui est en plein essor. En échangeant avec les enquêteurs du quotidien, nous avons pu <u>mesurer</u> combien l'arsenal pénal en vigueur dans beaucoup de régions de la <u>planète</u> était inadapté pour <u>sanctionner</u> les éco-crimes. Au final, cet enrichissement mutuel a abouti, de notre côté, à une trentaine de propositions formalisées dans deux projets de conventions internationales destinées à <u>faire bouger</u> l'arsenal juridique mondial », explique Laurent Neyret.

Chasse au trésor juteuse

Il ne s'agit pas ici de <u>pointer</u> les dommages écologiques de telle ou telle pollution industrielle, aussi grave soit-elle. Notre objectif est tout autre. Nous avons souhaité <u>décrire</u> pourquoi et comment les professionnels du crime organisé se tournent maintenant vers l'environnement pour <u>diversifier</u> leurs sources habituelles d'enrichissement telles que la drogue et les armes. Les gisements potentiels sont infinis : bois précieux, ressources minières, animaux... Quant à la demande, elle est de plus en plus forte, portée par une classe asiatique riche, à la recherche de <u>luxe</u>, d'objets rares, de porte-bonheur et de remèdes soi-disant miraculeux. Les deux mondes ont tout loisir de se <u>rencontrer</u> grâce à Internet.

Un exemple. Jeudi 22 janvier, les autorités sud-africaines ont indiqué que 1 215 rhinocéros avaient été tués dans leur pays en 2014, soit plus de trois animaux abattus chaque jour. Un nouveau et triste record qui menace l'un des plus grands mammifères de la planète. Pour les braconniers, en revanche, c'est une chasse au trésor bien juteuse. Aux Etats-Unis, un kilo de poudre de corne de rhinocéros se vendait, en novembre 2014, 70 000 dollars (62 000 euros), selon les chiffres avancés par les enquêteurs du US Fish & Wildlife Service (USFWS), soit deux

fois et demie plus cher qu'un kilo de cocaïne (28 000 dollars). Autant ? Oui, car il n'y a pas de prix à la folie humaine et celle notamment des acheteurs chinois et vietnamiens qui croient que la corne de rhinocéros, faite de kératine, une substance que l'on trouve dans nos cheveux et dans nos ongles, guérit de tout, même du <u>cancer</u>. Un non-sens médical.

Les trafics pistés ? Le bois de rose à Madagascar ; les déchets électroniques d'<u>Europe</u> jusqu'en Chine ; les mines d'étain illégales en Indonésie ; les tigres en Inde et enfin, les pesticides contrefaits importés jusqu'en France et en Espagne

Résultat : la criminalité environnementale est désormais placée par <u>les experts</u> au quatrième rang mondial des commerces illicites après les stupéfiants, la contrefaçon et le trafic des êtres humains – même s'il est difficile d'évaluer précisément les activités clandestines. Le chiffre d'affaires du commerce illicite d'espèces sauvages s'élèverait à 19 milliards de dollars (17 milliards d'euros), selon un rapport publié fin 2013 par le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW). De son côté, The Global Initiative, un réseau <u>international</u> d'experts du crime organisé, créé en 2013 à New York, estime que la pêche illégale rapporte aujourd'hui 23 milliards de dollars par an et que la Camorra, l'un des acteurs clés du trafic de déchets toxiques exportés vers les pays les plus pauvres comme la Somalie, en retire chaque année un butin de 27 milliards de dollars.

« High profit, low risk »

Les éco-crimes ne sont pas qu'une machine à cash. Ils menacent aussi la sécurité de communautés et de régions entières. Il est ainsi établi que le trafic d'ivoire – comme celui des diamants en son temps – finance plusieurs groupes <u>arm</u>és en <u>Afrique</u>, y compris, selon IFAW, la LRA (l'<u>Armée</u> de résistance du Seigneur, rébellion ougandaise), les Chabab de Somalie et les milices djandjawids du Darfour. Et le Programme des Nations unies pour l'environnement a annoncé début janvier que 100 000 éléphants avaient été tués en Afrique pour leurs défenses depuis trois ans. Là encore, un record.

Comment <u>expliquer</u> un tel développement ? Sur le terrain, nous avons entendu des dizaines de fois cette même réponse : « *High profit, low risk* » (« Profit élevé, risque faible »). Le crime organisé qui a réalisé, lui aussi, son audit juridique, sait que les peines de prison encourues pour le saccage des écosystèmes sont minimes par rapport à celles infligées pour trafic de drogue, par exemple. « *Si vous êtes pris avec un kilo de cocaïne aux Etats-Unis, vous pouvez <u>écoper</u> de dix ans. Avec un kilo de poudre de corne de rhino dont la valeur est pourtant supérieure, vous risquez un an », témoigne un agent de l'USFWS.*

Les journalistes du *Monde* ont remonté la piste de cinq trafics : le bois de rose à Madagascar ; les déchets électroniques d'Europe jusqu'en Chine ; les mines d'étain illégales en Indonésie ; les tigres en Inde et enfin, les pesticides contrefaits importés jusqu'en France et en <u>Espagne</u>. Des sujets sous haute surveillance de nombreux Etats, de grandes ONG internationales comme WWF et IFAW, ainsi que d'Interpol. La <u>police</u> internationale, qui s'appuie sur les forces locales de 190 pays, a depuis quelques années pris la mesure de ce nouveau danger, multipliant enquêtes et opérations multilatérales. Mais rien n'est gagné. Les trafiquants visent depuis peu les hippocampes dont la chair, selon une nouvelle lubie lancée sur Internet, guérirait du sida. La bataille est immense.

Source: http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/01/24/sur-la-piste-des-mafias-de-lenvironnement_4562779_3244.html